



DIALOGUE ENTRE MARCEL GRIGNARD ET PHILIPPE HERZOG

« Une tâche infinie »

Tel est le titre du livre que vient de publier Philippe Herzog, reprenant une formule de Karl Jaspers à propos de l'identité de l'Europe. L'auteur s'adresse à tous, il offre ses expériences, ses lectures, ses projets pour susciter le dialogue et l'engagement. Cet ouvrage fait l'objet d'un entretien entre Philippe Herzog et Marcel Grignard, secrétaire national de la CFDT, riche d'une estime réciproque et d'une connivence dans la quête du bien public.

Philippe Herzog : Après 45 ans d'engagements politiques, j'ai voulu faire le point et présenter les grandes lignes d'un projet politique. Je suis très touché par la

crise morale, politique et économique que nous vivons en France et en Europe. Je réagis, je me sens responsable de contribuer à la surmonter. Malheureusement l'espace démocratique où se forment les opinions et où se font les choix est profondément délabré. Les gouvernements représentatifs sont dépassés par les événements. Dans la globalisation ils n'ont plus la maîtrise du territoire national et du temps, dans lesquels s'inscrivaient hier les choix de société. Et leurs décisions sont contestées jour après jour par une opinion changeante, divisée, mal informée, réactive plus que constructive.

Je pense que le gouvernement représentatif national n'est plus l'avenir de la démocratie. Nous devons viser plus loin, bâtir du neuf pour retrouver une maîtrise de notre histoire collective : chez nous par la rotation des pouvoirs et la participation des citoyens, et avec les autres dans la construction de l'Europe, cette œuvre décisive pour aimer vivre dans le monde du XXI^e siècle et le façonner. Gouverner en partenaires, faire société en Europe, voilà le nouvel horizon démocratique. Nous y travaillons quotidiennement avec Claude Fischer, nous en discutons avec Francis Mer et beaucoup d'amis. Notre association Confrontations Europe est un laboratoire. Nous aidons la société civile, les syndicats, les collectivités, les entreprises, à se saisir des défis. Nous nous impliquons avec eux, ce qui motive et recrée l'espérance. Nous voulons nous extraire ensemble du désenchantement, de l'esprit de résistance, de repli et d'impuissance qui rongent la société.

Marcel Grignard : Il y a dans ton livre une implication personnelle extrêmement forte et, en permanence, quel que soit le sujet abordé, la place des individus et de la personne humaine est centrale. Ton regard lucide sur le monde s'appuie sur ton parcours et sur le refus de t'enfermer dans des schémas préétablis. Tu proposes une forme de restitution à la société de l'apport des uns et des autres que tu as su capter dans ton itinéraire, et si tu bouscules, parfois mal à propos, c'est pour aller au fond des choses, ne pas en rester aux discours convenus.

Je crois comme toi que la crise à laquelle nous sommes confrontés est profonde, c'est probablement une crise de civilisation tant le politique et les institutions vont mal. Dans ma responsabilité syndicale, **je perçois ce besoin fort de catalyser les énergies de tous ces**

hommes et ces femmes qui ne souhaitent pas que les choses restent en l'état. Il faut leur proposer un diagnostic et des perspectives. Ton livre s'inscrit pleinement dans ce cadre.

Ph. H : Je pense que nous vivons une crise de civilisation. Ce qui étonnera et j'espère plaira dans ce livre, c'est qu'il donne à voir la dimension culturelle fondamentale des défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. La culture dans laquelle nous baignons, l'identité que nous croyons nous donner, est faite de convictions et de préjugés ; elle ne crée pas que des liens mais souvent des conflits. Il est aujourd'hui impératif de tenter de faire évoluer nos convictions, sauter des préjugés, entreprendre de véritables « conversions » personnelles afin de devenir des sujets vraiment libres et responsables. Reconnaître autrui, savoir dialoguer, rompre avec des replis égotistes voire autistes, pour œuvrer à une nouvelle unité culturelle.

Pour cela il y a besoin à la fois de saisir une profondeur historique, pour comprendre qui nous sommes, et d'un élargissement, pour recevoir le regard des autres. On peut le nier, mais l'évidence est que le christianisme et l'héritage romain ont été les fondements de la culture européenne, le ciment qui a relié les hommes en société, même s'ils ont aussi produit des violences, par leur collusion avec le pouvoir politique. Puis la Raison et la République nationale ont pris le relais, elles ont été également sacralisées, et n'ont nullement aboli les violences, bien au contraire. Aujourd'hui, où est la transcendance, où est le ciment ? On peut vouloir s'extraire du Sacré, mais pas pour verser dans le narcissisme et l'indifférence. Ce serait un contresens magistral de penser qu'ils n'engendrent pas la violence. Où allons-nous puiser la foi et l'espérance pour construire notre avenir ? **Comment former une éthique et une pratique de l'altérité pour nous rapprocher de peuples dont nous avons peur car nous ignorons la culture ? Violence ou partage, voilà la question centrale du livre.** Le travail sur l'œuvre de René Girard et la discussion avec Benoît Chantre m'ont beaucoup aidé. Il nous faut retravailler notre héritage, qu'il soit chrétien ou humaniste, en même temps qu'entreprendre le dialogue des traditions, pour œuvrer avec les autres régions du monde à une nouvelle culture du Sujet humain, un universalisme à l'échelle du monde.

M. G. : La foi et l'espérance sont des valeurs chrétiennes, je crois que ce sont aussi des valeurs humaines. Je ne crois pas en l'engagement sin-

cère si on n'a pas la foi dans les personnes ; je ne crois pas davantage en l'engagement durable si l'on n'a pas une forme d'espérance chevillée au corps. D'une certaine manière, tu interrogues le sens et le pourquoi de l'engagement quand il a pour objectif de participer à la construction de l'intérêt collectif. À cet égard, j'ai été frappé par la multitude d'acteurs que tu convoques dans ce livre, connus ou inconnus, penseurs, analystes contemporains ou anciens pour nous interroger sur le sens de ce qui se passe et les réponses possibles. C'est utile et passionnant et en tout cas je ne serais pas allé spontanément chercher aussi loin dans l'apport de la civilisation judéo-chrétienne la compréhension de ce que nous sommes aujourd'hui et ce qui éclaire le sens laïque de mon propre engagement.

Être engagé, assumer des responsabilités, c'est, de mon point de vue, tenter de faire le lien entre la vie des gens au quotidien et ce que je perçois des enjeux pour le pays, pour l'Europe, pour le monde et j'ai un devoir de leur restituer cette vision parce qu'ils sont coauteurs de ce que je mets en forme. On n'attend pas des leaders d'opinion qu'ils proposent une pensée toute faite parce qu'ils auraient la science infuse mais qu'ils soient des catalyseurs des énergies, des pensées individuelles et qu'ils les formalisent dans des perspectives suffisamment proches des gens dans le contenu pour que ces derniers se les approprient et qu'ils soient eux-mêmes, au moins pour partie, des acteurs des changements qui les concernent. **Les leaders qui se font l'écho des peurs populaires par faiblesse ou par ignorance, par calcul ou par confort : c'est affligeant, ça mine la démocratie.**

Ph. H : Tu as raison, nos dirigeants ne savent plus faire appel à la société pour dégager l'intérêt collectif et éclairer l'avenir. Mais reconnaissons que la société elle-même a beaucoup de mal à dépasser ses divisions et à participer aux choix collectifs. Les dirigeants politiques sont les prisonniers volontaires d'un système où l'on se bat pour l'accès aux places de représentation et de pouvoir. Ils n'ont pas compris que faire

descendre du « sommet » de l'État des programmes concoctés avec les experts de la haute administration n'aboutit à rien de profond et de durable. À Confrontations Europe, nous voulons recréer une société qui s'approprie les enjeux. Nous voulons mettre en synergie et en responsabilité les syndicats, les associations, les dirigeants d'entreprise, les élus. Nous cherchons à faire rentrer la finance et la grande entreprise en société, à décroquer l'administration, à reconstruire ainsi l'unité autour

d'une redéfinition du bien public. J'ai toujours été hostile à la radicalité.

Si participer est un devoir, il faut en créer les conditions par des progrès fondamentaux d'éducation et d'information, de délibération et de consultation. Et bouleverser la représentation pour briser le monopole et élargir le vivier : rotation des rôles et non cumul des mandats, multiplication des voies d'accès aux processus de direction et de décision. De même, si la gouvernance des entreprises doit devenir partenariale, ce qui suppose de

briser l'alignement des intérêts entre managers et actionnaires. Tout ceci appelle des progrès éthiques et culturels : chacun doit apprendre à vouloir et savoir écouter les autres, argumenter en vue d'un partage, d'un compromis positif qui transcende les différences. Chacun doit d'abord saisir qu'il porte en lui des intérêts et des désirs contradictoires. Laisser le gouvernement arbitrer avec plus ou moins de discernement, zapper à l'élection suivante, nous contenter d'agir en contre-pouvoir le cas échéant et cultiver le rapport des forces, n'aboutit à rien d'autre que la crise politique.

Le défi européen a ceci de formidable qu'il nous oblige à élargir l'échelle de la participation. Ceci pose problème aux Français : si l'Europe n'est pas conforme à leur image et à leurs conceptions, ils se replient. Je crains beaucoup aujourd'hui les replis nationaux face à l'ampleur et à l'urgence des transformations nécessaires. Le débat sur l'identité nationale en France a traduit cette tendance, il a été malheureusement lié aux peurs de l'immigration. Il faut lui donner une profondeur historique et comparative, pour que les gens puissent se situer. Mon livre essaie et souhaite bousculer : au moins comprenons qu'avant d'être Français nous avons ►►►



PHILIPPE HERZOG

MARCEL GRIGNARD

UNE TÂCHE INFINIE : FRAGMENTS D'UN PROJET POLITIQUE EUROPÉEN

Philippe Herzog a vécu deux grandes aventures politiques. La première - une Union de la gauche autour d'un programme commun - appartient au passé ; elle n'a pas su préparer la France à affronter les défis contemporains. La seconde - la relance de la construction européenne - est inachevée ; l'Union a beaucoup accompli mais elle doit impérativement se consolider et entreprendre une mutation. Une décennie cruciale commence. La crise nous oblige à remettre en question nos conceptions et les fondements mêmes de l'action politique.

Nos sociétés baignent dans un englobant culturel pétri de préjugés et la démocratie représentative est sclérosée par l'étroitesse des États-nations. Réinventer la démocratie et partager de nouveaux choix collectifs sont indispensables quand il faut transformer le capitalisme et changer nos modèles de vie et de croissance.

Une renaissance culturelle et la redéfinition des biens publics seront les foyers de l'unité de l'Europe. L'auteur offre les fragments d'un véritable projet politique et il dessine de nouveaux

compromis historiques pour la France et l'Union européenne.

Œuvre de foi et de vision, ce livre puise dans l'histoire et l'anthropologie pour mieux susciter de nouveaux engagements. Il révèle des moments d'histoire, des rencontres, des coups de cœur cinématographiques ou philosophiques, des exemples concrets qui donnent à la lecture fluidité et mouvement. Récit et manifeste, ce livre renouvelle les chemins de la transformation sociale.

►►► été Européens, nous devons le redevenir et nous aspirons à devenir citoyens du monde. **Le travail sur l'identité consiste à la fois à assimiler notre héritage et à la faire bouger.** D'où le titre du livre, *Une tâche infinie*.

M. G. : Je partage ce que tu dis sur la place de la société civile et sur sa relation avec l'État comme fondamental du renouveau de la démocratie. Je suis marqué par ce que nous ont appris les intellectuels des pays d'Europe centrale qui ont connu la Shoah et le communisme. Ils mettent en évidence comment l'État peut devenir totalitaire tout en prétendant être au service des citoyens. Nous avons besoin en permanence d'une société civile organisée et autonome. Quand la religion est instrumentalisée au service de l'État, c'est un rouage de l'oppression. Quand dans la période récente, l'Église catholique affirme son désaccord avec la stigmatisation des Roms, c'est une bouffée d'oxygène.

Je reviens à la culture. La culture est vivante et elle nous projette un peu plus loin de ce que nous sommes, sa richesse tient dans la confrontation et le mariage des différences. Nous en avons de multiples exemples dans la musique, entre le jazz et le classique mais aussi lorsque des musiciens bretons travaillent avec des musiciens roumains, les tarafs. Progresser dans la construction européenne en parlant d'unité culturelle, c'est essayer de mettre en perspective tout ce qui fait la vie des gens, c'est décroiser les questions sociales, économiques, culturelles. Pour être concret, je pense qu'il y a comme un fil conducteur entre la peur du plombier polonais, l'affirmation que les voitures françaises doivent être fabriquées chez nous et qu'il faut renvoyer les Roms en Roumanie. **On oublie que ce que nous sommes ne dépend pas que de nous, que l'Europe n'est pas la recopie de la France en plus grand.** Nous n'avons pas réussi à rendre évident le fait que la chute du mur de Berlin avait été un progrès économique pour tous et notamment pour les Français, que l'entrée des Polonais dans l'Union consolidait la démocratie et l'économie européenne. On ne sait pas dire avec suffisamment de clarté que la productivité des usines automobiles roumaines et le marché de l'Europe centrale sont essentiels pour la richesse et le développement des entreprises installées sur notre territoire national. Plus fondamentalement, de quel droit et au nom de quoi pourrions-nous considérer que d'autres en Europe et ailleurs, qui ont eu des histoires et des vies difficiles, n'auraient pas le droit de rattraper un peu de notre niveau de vie ? Les valeurs de solidarité, de démocratie ne peuvent se limiter à fleurir des discours généreux, ce n'est pas un référentiel charitable. Ça prend sens dans l'action qui vise à changer le réel.

Ph. H. : Je suis entièrement d'accord. **Comme la culture se transmet d'abord à l'école, une révolution de l'éducation est prioritaire.** Tu viens de parler productivité, et plus généralement conditions économiques du niveau de vie : qui enseigne cela ? La culture économique des Français est un désastre. Notre système national porte des contenus imbibés de l'élitisme républicain et de la souveraineté nationale. Nous sommes loin de l'humanisme qui mariait

théorie et pratique ; nous sommes en retrait par rapport à Comenius qui, il y a cinq siècles, appelait à apprendre plusieurs langues et à aller aux autres Européens dès le plus jeune âge. Alors que la civilisation est européenne, les États nations ont combattu l'unité de l'Europe.

Comment donne-t-on à réfléchir aujourd'hui sur le bien-être et le bonheur ? Est-ce un consumérisme, un repli familial, en rupture avec le travail productif et la responsabilité sociale ? Un droit que l'État providence est supposé satisfaire ? Simone Weil disait que le bonheur ne repose pas sur la satisfaction de nos désirs mais sur l'adéquation de notre conscience à nos actes.

Dans notre société, nous observons les dégâts de la peur et du racisme, la crainte très profonde de perdre notre prospérité nationale. On accuse la mondialisation que le capitalisme a engendré, mais que cela nous plaise ou non, la dimension positive l'emporte sur la négative : d'autres peuples savent s'inscrire dans l'échange mondial, s'y développent, et nos schémas de domination ou de projection volent en éclat. L'action pour les droits de l'homme est indispensable, mais ne donnons pas de leçon, donnons plutôt l'exemple de l'effort pour reconnaître autrui, partager nos cultures, être capables de réciprocité. L'ostracisme envers les Roms est lamentable, et le fait que les autres États européens les rejettent autant que nous n'est pas une excuse. Comment retrouver les solidarités internationales de jadis en renouvelant nos finalités, au lieu de fermer la porte ? Nous pouvons construire un codéveloppement si nous acceptons d'ouvrir nos écoles à la diversité, de partager nos savoirs et nos techniques, de bâtir ensemble des réseaux et des projets industriels. Jamais ceci ne se produira spontanément par les seules relations entre États. L'idée que l'élargissement a nui à l'unité de l'Europe est emblématique de notre rétrécissement, les pionniers de l'Europe ont toujours dit qu'elle avait vocation à grandir. C'est l'incapacité des « grands » pays à approfondir notre union qui est en cause, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne. Une grande Europe serait un atout pour l'Europe dans le monde globalisé et l'adhésion de la Turquie est un défi foncièrement positif.

M. G. : Je rejoins tout à fait ton point de vue sur l'éducation. Il me semble en particulier qu'il faut reconnaître les compétences des personnes très au-delà du savoir. Le savoir est indispensable évidemment, mais on ne peut le dissocier des acquis de l'expérience qui, avec la prise de responsabilité, permettent l'accroissement des compétences. Ne pas le reconnaître dans l'entreprise est un gâchis. Et notre système éducatif inadapté et élitiste n'aide pas. Le fonctionnement de l'Éducation nationale est emblématique de ce qu'elle produit puisque c'est le niveau de formation universitaire qui définit le salaire et la durée hebdomadaire de l'enseignement indépendamment des élèves qui sont en face. Plus grave, l'évolution récente de la formation des enseignants sous-entend que la compétence à enseigner est subalterne. Conséquence de tout cela, les conventions collectives et les statuts sont essentiellement bâtis sur le diplôme, le niveau de sortie du système éducatif détermine largement le statut du salarié et ce que sera son parcours professionnel. D'autres pays font autrement. Au Japon, quelle que soit la formation, on démarre au bas

de l'échelle hiérarchique et si la formation permet de gravir rapidement les échelons, elle ne constitue pas un capital d'entrée gravé pour toute la vie professionnelle. La formation professionnelle tout au long du parcours est vitale, mais elle ne doit pas être appréhendée comme un rat-trapage de l'itinéraire scolaire où l'adulte a le souvenir de l'échec. Parler d'école de la deuxième chance est pour le moins ambigu.

La formation et l'éducation doivent favoriser la mobilité. Il faut progresser vers une mobilité des salariés en Europe. Je ne suis pas certain que c'est par une approche générale qu'on y arrivera. Il faut cibler des professions spécifiques comme les chercheurs ou les enseignants. Proposer pour ces professions un socle de statut européen qui leur assurerait entre autre une protection sociale transnationale, lèverait probablement bien des appréhensions, et ce ne serait que le pendant de leur apport à ce qui est un intérêt pour l'Europe.

Ph. H : Michel Barnier y pense, ce sera dans le projet de rénovation du grand marché. Chercheurs et surtout enseignants ont grand besoin de mobilité. Mais j'irais au-delà, pour bien d'autres travailleurs, il faut inventer des sortes d'Erasmus professionnels. Une mobilité des travailleurs à l'échelle de l'Europe peut être un énorme stimulant pour le développement de leurs capacités.

Notre prospérité ne peut être préservée sans relever les défis de la compétitivité économique globale. Le coût du travail n'est qu'un aspect du problème. Il s'agit d'ailleurs surtout du poids des charges sociales, et non pas du salaire, qui doit progresser. Mais l'essentiel est que les avantages comparatifs dans la compétition reposent demain toujours plus sur l'intelligence humaine, l'efficacité du capital investi, la réhabilitation de l'environnement, la qualité du travail. Nos politiques économiques ont été axées sur le soutien de la consommation, elles doivent être dirigées vers la construction d'une offre productive beaucoup plus élargie et créative. Il faut réhabiliter l'industrie, renouveler les infrastructures de réseaux ; ce qui entraînera aussi l'essor des services. Seule l'Allemagne réussit à promouvoir son industrie en Europe, alors que la France n'a plus axé sa politique sur l'offre depuis près de trente ans. Oui, chez nous le social est carrément coupé de l'économie. Aujourd'hui il faut consolider l'économie prioritairement, mais loin de marginaliser le social cela exige de le repenser. Par exemple la hausse de la dette publique traduit, bien avant la crise actuelle, le fait que l'État est devenu largement improductif et assistanciel. Dans les années 1970/1980, j'ai vécu l'époque du « toujours plus » de conquêtes sociales, puis la protection des acquis antérieurs est devenue le seul horizon social. **Je pense qu'une perspective politique différente doit être proposée aux Français : inventer un nouveau modèle social, dont le cœur sera l'accès à la formation et à l'emploi tout au long d'une vie active plus responsable et plus solidaire.** Cela implique des liens constants entre l'école et l'entreprise, des compétences pour l'innovation sans cesse mises à jour, des possibilités de requalification démultipliées... La restauration des biens publics pour la mobilité durable et l'énergie à bas car-

bone, les progrès de la santé et de l'alimentation seront au cœur des nouveaux projets d'activité.

La France ne peut se redresser que si elle prend appui sur les potentiels de l'Europe et de son grand marché... ce qui implique aussi que l'Union éclaire la stratégie de l'Europe dans le nouveau monde, et change ses incitations. Elle a prétendu protéger le consommateur, mais elle a sous-investi. Actuellement elle cherche à ouvrir de nouvelles opportunités en transformant le marché intérieur en socle d'une nouvelle croissance, ce qui impliquera d'équilibrer la concurrence par la coopération et la solidarité. Une société civile plus confiante et plus constructive peut l'y obliger.

M. G : Le devenir de l'Europe est la question centrale de ton livre. Est-on condamné au repli, à la dégringolade économique et sociale, ou l'Europe a-t-elle les moyens de rebondir ? **Je pense que la voie possible à emprunter est celle d'une nouvelle compétitivité économique dans un élan qui passe, comme tu le soulignes, par l'élévation des compétences individuelles et la recherche d'organisations de la société les mettant en synergie pour créer une compétence collective.** Dans l'entreprise, cela signifie trouver les formes de management et d'organisation du travail qui permettent à chacun de contribuer à une finalité commune. Or, celle-ci ne se limite pas à ce qui fait l'intérêt particulier de l'entreprise. Pire, si ce qui fait le projet de l'entreprise n'est rien d'autre que la décision hiérarchique unilatérale descendante, cela peut peut-être créer les conditions optimum du travail contraint, mais l'implication responsable des salariés est hors d'atteinte. Comment affirmer que l'avenir repose sur la maîtrise de systèmes de plus en plus complexes si on ne cherche pas à accroître la compétence des salariés et à poser le cadre permettant de rendre optimum les coopérations entre eux afin de créer une compétence collective. Penser ainsi l'entreprise donne sens à un nouveau dialogue social en son sein et à un dialogue avec les autres parties prenantes ; un dialogue qui reconnaît l'interaction entre l'entreprise et son environnement et en fait un facteur d'efficacité : cela conforte l'organisation de la société civile et la démocratie. Pour autant, je ne parlerai pas d'entreprise citoyenne qui introduit l'ambiguïté entre démocratie sociale et démocratie politique. L'entreprise est un lieu important de la vie sociale, elle n'est pas un électron libre dans la société et elle en interagit avec elle. Que l'entreprise assume pleinement sa responsabilité sociale, elle obligera la démocratie politique à assumer la sienne.

Notre ouverture à l'Europe doit nous aider pour relever ce défi. Notre culture sociale, et plus largement notre culture politique, restent en effet largement imprégnées de l'affrontement qui est un héritage ancien. Les coopérations dans les entreprises restent limitées et pas clairement assumées par la plupart des acteurs syndicaux et patronaux. Ce déficit de dialogue pèse lourdement dans la compétitivité des entreprises et dans l'inadaptation de notre cadre social. Nous sommes passés d'un compromis social implicite pendant les Trente Glorieuses à une coopération implicite face aux contraintes concurrentielles de la mondialisation. ►►

Il faut aujourd'hui penser et proposer une nouvelle approche du travail et de l'entreprise en Europe, et l'expérience européenne doit nous aider à progresser en France.

Nous ne pouvons être partie prenante de la construction de notre avenir européen sans participer à la recherche de compromis extrêmement complexes mais qui doivent faire sens à 27 pays. Il faut donc intégrer une multitude d'intérêts pas toujours convergents. Cela rend dérisoire les approches binaires qui découlent de rapports marqués par l'affrontement. On ne réussira pas en Europe si on ne trouve pas des convergences économiques qui respectent les intérêts nationaux sans s'y limiter, si on ne construit pas des socles sociaux qui respectent les cultures nationales sans s'y enfermer, si on ne pense pas une vision partagée de l'entreprise dans ses finalités en rendant le conflit constructif pour aboutir à un vivre ensemble.

Tant qu'on n'aura pas considéré que l'économie et le social sont en interaction, tant qu'on reste sur un schéma où le social n'est qu'une résultante aléatoire de l'économie, on sera dans l'impasse. Et ce tant dans une vision altruiste de plus en plus limitée dans sa mise en œuvre, que dans une approche protectionniste perverse.

C'est une question vitale face au défi de compétitivité et de futur de l'Europe. C'est une véritable opportunité pour choisir la voie de la coopération qui est aussi le défi du vivre ensemble et de la démocratie.

Ph. H : La nécessaire responsabilité sociale (et environnementale) des entreprises est indissociable d'une transformation du capitalisme européen. **Nous devons recréer une culture et une pratique du long terme, avec des investisseurs privés et publics prenant des engagements pour des réalisations de longue durée.** Encore faut-il être capables de redonner goût à la science et à la technique aux jeunes générations, de leur proposer une culture de l'altérité et non de l'ego savant, de leur offrir de nouveaux modèles de développement personnel dans des fonctions de production et plus généralement de responsabilité sociale. La formation d'un capitalisme de partenaires qui coopèrent sera seule à même de conjuguer justice et efficacité, alors que dans la dernière période l'envie et l'avidité ont fait des ravages. Dans toutes les régions du monde et à l'échelle mondiale, il y aura besoin de réseaux de biens publics pour un développement durable et partagé. L'Europe a vocation à en être un leader.

Comme tu le dis, la richesse des entreprises réside plus que jamais dans les hommes et les femmes qui y travaillent. Pour qu'elles réinvestissent dans ce vivre, le dévoiement des entreprises par les grands actionnaires et l'enflure prédatrice des marchés financiers, entretenus par des réglementations et des incitations publiques nombreuses, doivent être remis en cause. Aux côtés d'investisseurs responsables et patients, les salariés pourraient participer à la gestion, à condition que leurs organisations fassent l'effort d'accepter les défis de l'efficacité. Je milite pour une nouvelle alliance des entrepreneurs et des salariés. Le terme d'« entreprise citoyenne » est peut-être équivoque, en tout cas, il s'agit d'entre-

prises européennes qui prendront mieux soin de la richesse humaine et de la cohésion sociale.

M. G. : Au cours des vingt dernières années, l'organisation du travail a peu à peu détruit le sentiment d'appartenance collective et rendu de plus en plus difficile la perception de ce qu'est l'intérêt collectif. Ce que ton livre souligne, c'est que le travail qui était moyen de socialisation dans la mesure où le salarié se réalisait en se confrontant aux autres salariés, ne l'est plus aujourd'hui. On pourrait probablement dire qu'il y a désocialisation de la vie au travail d'autant plus préoccupante que la vie en société se désocialise elle aussi.

Comme tu l'écris, faire référence à la dimension culturelle européenne n'est pas étranger à la manière de penser le monde. Je fais le lien avec les droits fondamentaux. Nous avons besoin d'une gouvernance mondiale de l'économie, du social, de l'environnement... mais pour avancer dans cette gouvernance, il faut élaborer des référentiels communs. Il me semble que, pour y parvenir, nous avons un travail conséquent à faire en matière de définition des droits fondamentaux. Leur conception résulte de l'histoire de nos modèles occidentaux. Si nous ne réussissons pas à dépasser nos horizons culturels, comment parviendrons-nous à une approche partagée avec les Chinois, les Sud-Américains, les Africains ? Je me trompe peut-être, mais dans les futurs équilibres du monde, **si nous sommes incapables d'avancer vers une vision culturellement plus universelle des droits fondamentaux, il y a un risque de les cantonner au monde occidental quand d'autres imposeront leur poids économique et politique au reste du monde.**

Relever les défis environnementaux et technologiques du futur oblige à prendre des risques financiers que n'assurera pas le marché. Cependant ce sont des entreprises au sein de l'économie de marché qui disposent des ressources humaines et organisationnelles pour le faire. Il faut donc trouver une forme d'articulation pour que la puissance publique assure la gestion de cette prise de risques qui est d'intérêt collectif. Un dialogue social structuré et efficace dans l'entreprise, des partenaires sociaux qui assument leurs responsabilités, cela conforte l'organisation de la société civile et la démocratie.

Ph. H : **La recherche d'un universalisme partagé est enthousiasmante quand on dépasse nos préjugés. Elle motive le retour à un engagement politique. Mais la voie partisane ne doit plus être la seule possible pour avoir voix au chapitre.**

Les associations doivent grandir et prendre toute leur place dans l'espace public. Les organisations et les dirigeants politiques français et européens ne seront pas en mesure de conduire une sortie de crise sans faire appel aux sociétés civiles. Il y a énormément à faire, il faut parler au cœur et à l'esprit. L'Europe doit retrouver sa vocation : construire son histoire, une histoire ouverte au monde, non plus pour le dominer mais pour le partager pacifiquement. Mon livre est une contribution pour recréer la vision et l'espérance. J'espère vivement que mes lecteurs diront ce qu'ils en pensent et qu'ils nous écriront pour avancer ensemble. ■